

13 août 2026

Le très honorable Mark Carney

Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Marc Miller

Ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et
ministre responsable des Langues officielles
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons au nom d'un regroupement d'organisations canadiennes du secteur de la production audiovisuelle, en réponse à l'annonce faite le 3 juin 2026 par le ministère du Patrimoine canadien concernant le nouveau décret donnant des instructions au CRTC et des mesures de soutien à la culture canadienne, ainsi qu'à la correspondance récente entre le procureur général du Canada et la Cour d'appel fédérale, qui indiquent que le gouvernement a l'intention de remplacer les exigences relatives à la contribution de base par des investissements directs du gouvernement.

Bien que nous reconnaissions l'engagement du gouvernement envers les récits canadiens, l'annonce du 3 juin a créé une importante incertitude dans le secteur de la production. La promesse du gouvernement de verser 600 millions de dollars par année, bien qu'elle soit appréciée et bienvenue, ne remplace pas des obligations de contribution durables et juridiquement contraignantes. Le financement discrétionnaire est soumis aux pressions budgétaires et politiques externes; un cadre réglementaire de contributions ne l'est pas. Dans ce contexte, l'indication du gouvernement selon laquelle les services de diffusion continue en ligne demeureront tenus de réinvestir une partie de leurs revenus dans du contenu canadien et autochtone est bienvenue, mais elle souligne la nécessité de maintenir des exigences de contribution claires et significatives.

La présente lettre a pour objectif d'exhorter le gouvernement à veiller à ce que les nouvelles instructions préservent le principe selon lequel les services de diffusion continue étrangers doivent verser des contributions substantielles, prévisibles et exécutoires aux émissions canadiennes.

L'exigence de quinze pour cent (15 %) au titre des dépenses en émissions canadiennes (DEC), établie par le CRTC dans la phase 2 de sa politique réglementaire du 21 mai 2026, demeure une référence appropriée pour le cadre réglementaire qui en résultera et ne devrait pas être amoindrie par le remplacement du mécanisme de contribution de base. Le maintien de ce seuil est équitable et équilibré. Parallèlement à un financement gouvernemental soutenu, le maintien d'une exigence de contribution substantielle est essentiel à la stabilité à long terme du secteur canadien de la production, d'un bout à l'autre du pays.

Une exigence de contribution de quinze pour cent garantit que les services étrangers de diffusion continue en ligne sont intégrés à un cadre modernisé du système canadien de radiodiffusion. La décision du Conseil a également établi de nouvelles exigences de contribution pour les grands groupes de radiodiffusion canadiens. Les niveaux de contribution respectifs reflètent les rôles distincts des radiodiffuseurs canadiens et des services étrangers de diffusion continue en ligne au sein d'un même système, et garantissent que les deux contribueront de manière appropriée à la création et à la présentation d'émissions canadiennes.

Ces contributions ne constituent ni une taxe ni un impôt. Il s'agit d'investissements dans l'acquisition et la production d'actifs pouvant être exploités à l'échelle mondiale par les services étrangers de diffusion continue et qui mettent en valeur les récits et les talents canadiens tout en renforçant l'écosystème national de production. Les services étrangers de diffusion continue sont bien placés pour monétiser ces actifs et ont tout intérêt à le faire. Il s'agit d'ailleurs du modèle de distribution privilégié par les diffuseurs en continu mondiaux dans d'autres pays qui ont instauré avec succès des exigences de contribution à l'égard des productions nationales.

Si le Canada n'exige pas qu'une part substantielle de ces contributions, soit affectée à la production et à la promotion d'émissions canadiennes originales dans les deux langues officielles et dans des genres revêtant une importance culturelle, nous risquons d'affaiblir la position du Canada à titre d'exportateur culturel et de réduire la portée, au pays comme à l'étranger, des récits canadiens. Plutôt que de créer et de faire connaître nos propres récits dans le monde, nous serions relégués au rôle de spectateurs pendant que le contenu

étranger façonne de plus en plus ce que les Canadiens voient à l'écran. Alors que le Canada réaffirme sa souveraineté économique et culturelle, il est non seulement raisonnable, mais nécessaire, de veiller à ce que ceux qui tirent profit du marché canadien contribuent aussi aux récits canadiens.

Le secteur canadien de la production audiovisuelle est d'avis qu'un cadre réglementaire prévisible et équilibré est indispensable pour soutenir des centaines de milliers d'emplois canadiens, attirer des investissements privés et assurer la pérennité d'une industrie qui génère des milliards de dollars d'activité économique dans toutes les régions du pays.

Comme vous, les soussignés souhaitent que les nouveaux investissements publics et les contributions de l'industrie soient coordonnés afin de maximiser les retombées pour les créateurs et les artistes-interprètes canadiens, les auditoires et l'ensemble de l'économie. Cela procurera la certitude nécessaire pour continuer à bâtir, pour les générations à venir, un secteur canadien de la production audiovisuelle dynamique.

Cordialement, les soussignés.

Alberta Media Production Industries Association (AMPIA)
Kelly Fox, Executive Director

Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC)
Carol Ann Pilon, Directrice générale

Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists (ACTRA)
Marie Kelly, National Executive Director & Chief Negotiator

Anchor Motion Picture Alliance
Jenna MacMillan , Executive Director

Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ)
Mylène Cyr, Directrice générale

Association of Canadian Film Craftspeople, Local 2020 Unifor
Daryl Litke, Business Manager

Association québécoise de la production médiatique (AQPM)
Helene Messier, Présidente-directrice

Atlantic International Film Festival
Martha Cooley, Executive Director

BIPOC TV & Film
Nathalie Younglai, Founder

Black Screen Office (BSO)
Joan Jenkinson, Chief Executive Officer, Co-Founder

Black Screen Office Fund (BSOF)
Joan Jenkinson, Chief Executive Officer, Co-Founder

Broadcasting Accessibility Fund (BAF)
Richard Cavanagh, CEO/Funding Officer

Calgary International Film Festival
Katherine Penhale, Executive Director

Canadian Film Fest
Bern Euler, Founder, Executive Director

The Canadian Film Institute
Tom McSorley, Executive Director

Canadian Independent Screen Fund
Lalita Krishna, Board Chairperson

Canadian Media Producers Association (CMPA)
Reynolds Mastin, President and CEO

Coalition MÉDIA
Marina Mathieu, Directrice générale

Community Radio Fund of Canada
Alex Freedman, Executive Director

Directors Guild of Canada (DGC)
Alistair Hepburn, National Executive Director

Disability Screen Office (DSO)
Winnie Luk, Executive Director

Documentary Organization of Canada (DOC)

Julian Carrington, Executive Director

FascinAsian Film Festival

Alan Wong, President

Festival du nouveau cinéma

Zoé Protat, Co-Executive Director and Artistic Director

Ariane Bélanger, Co-Executive Director and Administrative Director

Friends of Canadian Media

Raj Shoan, Executive Director

Future of Film Showcase

Eric Bizzarri, Co-Founder and CEO

Gimli Film Festival

Teya Zuzek, Executive Director

Hot Docs

Diana Sanchez, Executive Director

IMPACT

Samantha Kaine, CEO

L'Union des artistes (UDA)

Alexandre Curzi, Directeur général

Media NB

Steve Foster, President

Meridian Artists

Glenn Cockburn, President

NABET Unifor 700M

Jayson Mosek, Business Agent

Network of Independent Canadian Exhibitors (NICE)

Sonya Yokota William, Founder and Director

On Screen Manitoba

Lindsay Somers, Executive Director

Quebec English Language Production Council (QEPC)

Kirwan Cox, Executive Director & Head of Policy

Racial Equity Media Collective (REMC)

Tamara Mariam Dawit, Board Member
Gavin Seal, Board Member

Racial Equity Screen Office

Barbara Lee, Founder & Board Chair

Reel Asian International Film Festival

Deanna Wong, Executive Director

Reel Canada

Jack Blum, Executive Director

Screen Composers Guild of Canada (SCGC)

John Rowley, President

Screen Nova Scotia

Laura Mackenzie, Executive Director

ScreenSask

Robert Hardy, Executive Director

**Société des auteur.e.trice.s de radio,
télévision et cinéma (SARTEC)**

Laurent Dubois, Directeur général

**St. John's International Women's Film
Festival**

Jenn Brown, Executive Director

UNIFOR

Lana Payne, President

**Vancouver International Film Festival
(VIFF)**

Kyle Fostner, Executive Director

Whistler Film Festival

Josh Epstein, Executive Director

Writers Guild of Canada (WGC)

Victoria Shen, Executive Director

Youth Media Alliance

France A. Martin, Executive Director